Résultats détaillés du 3ème trimestre 2017

12 novembre 2017

TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES 3

PARTIE 1 : **COMPTES CONSOLIDES** 4

Comptes de résultat trimestriels consolidés non audités au 30 septembre 2017 et 2016 4

Comptes de résultat pour les neuf mois clos, consolidés non audités, au 30 septembre 2017 et 2016 5

Etats du résultat global consolidés non audités pour les périodes closes au 30 septembre 2017 et 2016 6

Etats de situation financière consolidés non audités au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016 7

Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 30 septembre 2017 et 2016 8

Variations des capitaux propres consolidés non audités pour les périodes closes au 30 septembre 2017 et 2016 9

Notes annexes aux comptes consolidés non auditées 10

PARTIE 2 : **PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DES OPERATIONS** 26

PARTIE 3 : **PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION** 39

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- La capacité à confirmer et mettre en place un plan de réorganisation conformément aux termes de l'accord de « lock-up »;
- Les risques liés aux processus de sauvegarde et de Chapter 11, et plus généralement aux procédures de faillite, y compris leurs effets sur nos activités et sur l'intérêt des différentes parties prenantes;
- Le temps que nous pourrions passer en procédures de sauvegarde et de Chapter 11 ainsi que la disponibilité de nos outils de production tout au long desdites procédures;
- Les risques associés aux motions de tiers, aux recours ou à d'autres plaidoiries au cours des procédures de sauvegarde ou de Chapter 11, qui peuvent interférer sur la capacité à confirmer et mettre en place un plan de réorganisation;
- Les effets négatifs potentiels sur notre liquidité ou notre résultat d'exploitation;
- L'augmentation des coûts de mise en œuvre de la réorganisation;
- L'impact du contexte économique ainsi que des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGG ;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis par CGG ;
- Les risques liés aux activités opérées au travers des joint-ventures dans lesquels CGG a des participations minoritaires ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans l'activité d'acquisition Marine ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les liquidités du Groupe et ses perspectives ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certains des contrats en carnet de commande ou de les reporter par nos clients ;
- Les effets de la concurrence ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGG et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 1er mai 2017. Ce document est disponible sur le site internet www.cgg.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 34 89 ou en envoyant un mail à invrelparis@cgg.com ou invrelhouston@cgg.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire		3ème trimestre 2017	3ème trimestre 2016
Chiffres d'affaires		**320,1**	**264,0**
Autres produits des activités ordinaires		-	0,3
Total produits des activités ordinaires		**320,1**	**264,3**
Coût des ventes		(302,7)	(270,2)
Marge brute		**17,4**	**(5,9)**
Coûts nets de recherche et développement		(5,6)	(4,9)
Frais commerciaux		(13,9)	(13,9)
Frais généraux et administratifs		(19,2)	(17,7)
Autres produits et charges, nets		(39,1)	(0,3)
Résultat d'exploitation		**(60,4)**	**(42,7)**
Coût de l'endettement financier brut		(69,2)	(45,7)
Produits financiers sur la trésorerie		0,5	0,5
Coût de l'endettement financier net		**(68,7)**	**(45,2)**
Autres produits (charges) financiers		4,3	0,2
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		**(124,8)**	**(87,7)**
Impôts sur les bénéfices		11,6	(3,2)
Résultat net des entreprises intégrées		**(113,2)**	**(90,9)**
Résultat des sociétés mises en équivalence		(11,2)	3,0
Résultat net de l'ensemble consolidé		**(124,4)**	**(87,9)**
Attribué aux :			
Actionnaires	$	(124,7)	(87,4)
Actionnaires [1]	€	(105,6)	(78,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	$	0,3	(0,5)
Nombre moyen pondéré d'actions émises		22 133 149	22 133 149
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options		[2]	[2]
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites		[2]	[2]
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles		[2]	[2]
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif		22 133 149	22 133 149
Résultat net par action			
Résultat net attribuable aux actionnaires			
– Base	$	(5,64)	(3,95)
– Base [1]	€	(4,77)	(3,55)
– Dilué	$	(5,64)	(3,95)
– Dilué [1]	€	(4,77)	(3,55)

(1) *Correspond à la différence entre les données au 30 septembre moins le premier semestre en euros.*

(2) *Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relutif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.*

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire		Neuf mois clos le 30 septembre	
		2017	**2016**
Chiffres d'affaires		**919,3**	**867,2**
Autres produits des activités ordinaires		0,7	0,9
Total produits des activités ordinaires		**920,0**	**868,1**
Coût des ventes		(896,6)	(894,5)
Marge brute		**23,4**	**(26,4)**
Coûts nets de recherche et développement		(21,4)	(6,6)
Frais commerciaux		(41,0)	(46,4)
Frais généraux et administratifs		(59,2)	(63,0)
Autres produits et charges, nets		(157,3)	(11,2)
Résultat d'exploitation		**(255,5)**	**(153,6)**
Coût de l'endettement financier brut		(166,3)	(131,2)
Produits financiers sur la trésorerie		2,1	1,4
Coût de l'endettement financier net		**(164,2)**	**(129,8)**
Autres produits (charges) financiers		3,2	(0,4)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		**(416,5)**	**(283,8)**
Impôts sur les bénéfices		(11,5)	(15,9)
Résultat net des entreprises intégrées		**(428,0)**	**(299,7)**
Résultat des sociétés mises en équivalence		(11,2)	2,9
Résultat net de l'ensemble consolidé		**(439,2)**	**(296,8)**
Attribué aux :			
Actionnaires	$	(438,0)	(294,3)
Actionnaires (1)	€	(396,1)	(265,0)
Participations ne donnant pas le contrôle	$	(1,2)	(2,5)
Nombre moyen pondéré d'actions émises		22 133 149	20 349 525
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options		(2)	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites		(2)	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles		(2)	(2)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif		22 133 149	20 349 525
Résultat net par action			
Résultat net attribuable aux actionnaires			
– Base	$	(19,79)	(14,46)
– Base (1)	€	(17,89)	(13,02)
– Dilué	$	(19,79)	(14,46)
– Dilué (1)	€	(17,89)	(13,02)

(1) Converti au taux moyen de 1,1058US$ et 1,1106US$ respectivement au 30 septembre 2017 et 2016.

(2) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relutif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Neuf mois clos le 30 septembre	
	2017	**2016**
Résultat net de l'ensemble consolidé	**(439,2)**	**(296,8)**
Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:		
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	–	(0,2)
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente	–	–
Variation de l'écart de conversion	14,7	(1,6)
Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)	**14,7**	**(1,8)**
Eléments non classés ultérieurement en résultat:		
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	–	–
Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)	**–**	**–**
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) + (2)	**14,7**	**(1,8)**
Etat du résultat global consolidé de la période	**(424,5)**	**(298,6)**
Attribué aux :		
Actionnaires de la société mère	*(425,0)*	*(295,1)*
Participations ne donnant pas le contrôle	*0,5*	*(3,5)*

ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire	30 septembre 2017	31 décembre 2016
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	333,2	538,8
Clients et comptes rattachés, nets	475,4	434,8
Stocks et travaux en cours, nets	286,9	266,3
Créances d'impôt	67,7	112,2
Autres actifs courants, nets	135,1	105,8
Actifs détenus en vue de la vente	17,0	18,6
Total actif courant	**1 315,3**	**1 476,5**
Impôts différés actif	34,1	26,0
Participations et autres immobilisations financières, nettes	61,2	51,9
Sociétés mises en équivalence	201,6	190,5
Immobilisations corporelles, nettes	328,8	708,6
Immobilisations incorporelles, nettes	1 145,0	1 184,7
Ecarts d'acquisition des entités consolidées, nets	1 233,0	1 223,3
Total actif non-courant	**3 003,7**	**3 385,0**
TOTAL ACTIF	**4 319,0**	**4 861,5**
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	-	1,6
Dettes financières – part court terme [(a)]	2 850,9	2 782,1
Fournisseurs et comptes rattachés	166,4	157,4
Dettes sociales	136,2	138,9
Impôts sur les bénéfices à payer	40,1	31,6
Acomptes clients	24,4	24,4
Provisions – part court terme	62,9	110,7
Passifs courants associés avec les créances cédées	48,6	-
Autres passifs courants	109,8	140,2
Total passif courant	**3 439,3**	**3 386,9**
Impôts différés passif	65,1	67,6
Provisions – part long terme	123,4	162,1
Dettes financières – part long terme	53,0	66,7
Autres passifs non courants	18,6	21,4
Total dettes et provisions non-courantes	**260,1**	**317,8**
Capital social : 25 968 876 actions autorisées et 22 133 149 émises au nominal de 0,80 € au 30 septembre 2017 et 22 133 149 au 31 décembre 2016	20,3	20,3
Primes d'émission et d'apport	1 850,0	1 850,0
Réserves	(844,9)	(272,3)
Autres réserves	57,6	171,1
Titres d'autocontrôle	(20,1)	(20,1)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	(438,0)	(573,4)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(0,8)	(0,8)
Ecarts de conversion	(41,1)	(54,1)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère	**583,0**	**1 120,7**
Participations ne donnant pas le contrôle	36,6	36,1
Total capitaux propres	**619,6**	**1 156,8**
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	**4 319,0**	**4 861,5**

Les taux de clôture au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016 étaient respectivement de 1,1806 US$ pour 1 Euro et de 1,0541 US$ pour 1 Euro

(a) Au 30 septembre 2017, sur les 2 850,9 millions de dollars US de dettes financières présentées en passifs courants, seuls 569,0 millions de dollars US ont une échéance inférieure à 12 mois.
Au 31 décembre 2016, sur les 2 782,1 millions de dollars US de dettes financières présentées en passifs courants, seuls 100,1 millions de dollars US ont une échéance inférieure à 12 mois. Le complément est présenté en passifs courants en raison d'un reclassement purement comptable dû à l'application d'IAS 1. Voir Note 3 sur les dettes financières pour plus d'explications.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	neuf mois clos le 30 septembre	
	2017	**2016**
EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	(439,2)	(296,8)
Amortissements et dépréciations	139,7	199,3
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	212,5	205,1
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multi-clients	(19,6)	(34,2)
Augmentation (diminution) des provisions	(18,7)	(119,7)
Charges liées aux stock-options	0,4	0,5
Plus ou moins-values de cessions d'actif	(28,0)	1,2
Résultat des mises en équivalence	11,2	(2,9)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2,0	13,0
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	52,7	(0,4)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	**(87,0)**	**(34,9)**
Annulation du coût de la dette financière	164,2	129,8
Annulation de la charge d'impôt	11,5	15,9
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	**88,7**	**110,8**
Impôt décaissé	41,6	(12,9)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	**130,3**	**97,9**
Variation des actifs et passifs circulants :		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	(71,7)	325,1
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	4,2	29,7
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(28,6)	(24,8)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	2,8	(100,0)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	43,9	(58,9)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	-	(9,0)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	**80,9**	**260,0**
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multi-clients	(50,2)	(68,7)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	(162,0)	(241,8)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	19,5	11,5
Plus ou moins-values sur immobilisations financières	4,5	6,1
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	–	–
Variation des prêts et avances donnés/reçus	(1,5)	19,3
Variation des subventions d'investissement	–	(0,6)
Variation des autres actifs financiers non courants	4,5	1,3
Flux de trésorerie affectés aux investissements	**(185,2)**	**(272,9)**
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts	(25,6)	(487,4)
Nouveaux emprunts	2,3	456,6
Paiement du principal des contrats de crédit-bail	(4,4)	(6,5)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	(1,6)	0,9
Charges d'intérêt payées	(72,2)	(103,0)
Augmentation de capital :		
- par les actionnaires de la société mère	–	367,5
- par les participations ne donnant pas le contrôle	–	–
Dividendes versés et remboursement de capital :		
- aux actionnaires	–	–
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	–	(4,4)
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle	–	0,5
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	**(101,5)**	**224,2**
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	7,7	6,9
Incidence des variations de périmètre	(7,5)	–
Variation de trésorerie	**(205,6)**	**218,2**
Trésorerie à l'ouverture	**538,8**	**385,3**
Trésorerie à la clôture	**333,2**	**603,5**

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES NON AUDITES

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises (a)	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2016	***5 533 287***	**92,8**	**1 410,0**	**(268,5)**	**138,0**	**(20,6)**	**(0,6)**	**(38,9)**	**1 312,2**	**46,2**	**1 358,4**
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)									–		**–**
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)							(0,2)		(0,2)		**(0,2)**
Variation de l'écart de conversion (3)								(0,6)	(0,6)	(1,0)	**(1,6)**
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)							**(0,2)**	**(0,6)**	**(0,8)**	**(1,0)**	**(1,8)**
Résultat net (4)				(294,3)					(294,3)	(2,5)	**(296,8)**
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4)				**(294,3)**			**(0,2)**	**(0,6)**	**(295,1)**	**(3,5)**	**(298,6)**
Augmentation de capital	*16 599 862*	231,6	135,9			0,5			368,0		**368,0**
Réduction de capital social		(304,1)	304,1						–		**–**
Dividendes									–	(4,4)	**(4,4)**
Paiements fondés sur des actions				1,1					1,1		**1,1**
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère					(9,0)				(9,0)		**(9,0)**
Variation de périmètre et autres				(0,2)					(0,2)		**(0,2)**
Au 30 septembre 2016	***22 133 149***	**20,3**	**1 850,0**	**(561,9)**	**129,0**	**(20,1)**	**(0,8)**	**(39,5)**	**1 377,0**	**38,3**	**1 415,3**

(a) Le nombre d'actions au 1er janvier 2016 et l'augmentation de capital ont été ajustés suite au regroupement d'actions prenant effet le 20 juillet 2016.

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2017	***22 133 149***	**20,3**	**1 850,0**	**(845,7)**	**171,1**	**(20,1)**	**(0,8)**	**(54,1)**	**1 120,7**	**36,1**	**1 156,8**
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)									–		**–**
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)									–		**–**
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3)									–		**–**
Variation de l'écart de conversion (4)								13,0	13,0	1,7	**14,7**
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4)								**13,0**	**13,0**	**1,7**	**14,7**
Résultat net (5)				(438,0)					(438,0)	(1,2)	**(439,2)**
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5)				**(438,0)**				**13,0**	**(425,0)**	**0,5**	**(424,5)**
Paiements fondés sur des actions				0,6					0,6		**0,6**
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère					(113,5)				(113,5)		**(113,5)**
Variation de périmètre et autres				0,2					0,2	-	**0,2**
Au 30 septembre 2017	***22 133 149***	**20,3**	**1 850,0**	**(1 282,9)**	**57,6**	**(20,1)**	**(0,8)**	**(41,1)**	**583,0**	**36,6**	**619,6**

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES NON AUDITES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'Audit du 10 novembre 2017 pour publication.

Les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 2 mars 2017. Le classement d'une partie de la dette financière en passif courant, les notes 1.2, 1.3, 13, 18 et 30 des comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été actualisés par le Conseil d'Administration du 27 avril 2017, dans le cadre d'un nouvel arrêté de comptes. Les comptes consolidés 2016 ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires le 31 octobre 2017.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

1.1 - Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2016, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2016 déposé auprès de la SEC le 1er mai 2017 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendements d'IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements d'IAS 12 « Impôt sur le résultat — Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 30 septembre 2017, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et
- IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;

Une première analyse de l'application de l'IFRS 15 est détaillée ci-dessous.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui ne sont pas applicables et qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 septembre 2017:

- Amendements d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- Amendements d'IAS 28 «Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises» ;
- Amendements d'IFRS 9 «Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative» ;
- Amendements d'IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Améliorations annuelles 2014-2016 ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » ;
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux ».

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

Première analyse de l'application de l'IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients »

L'IASB a publié IFRS 15, une nouvelle norme traitant de la reconnaissance des revenus qui remplace toutes les normes IFRS existantes sur les revenus. La présente norme entre en vigueur le 1er janvier 2018 avec une application rétrospective totale (les états financiers doivent être présentés comme si la norme avait toujours été en vigueur) ou une application rétrospective limitée (en comptabilisant en capitaux propres l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application). CGG appliquera la norme IFRS 15 le 1er janvier 2018 sans adoption anticipée.

IFRS 15 définit le cadre de la comptabilisation des revenus en un processus en cinq étapes: i) identification du contrat avec un client, ii) identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat, iii) détermination du prix de la transaction, iv) affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance, v) comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites. La deuxième étape permet toujours la comptabilisation des produits à l'avancement, à condition que certains critères soient respectés, selon les modalités de transfert au client du contrôle des biens et services fournis.

Le Groupe a analysé cette nouvelle norme au niveau du siège à partir de 2014. Étant donné que CGG est constitué de secteurs d'activité différents et que l'application de cette nouvelle norme demande une connaissance fine des opérations, le Groupe a initié une analyse bottom-up en juin 2016 afin de pouvoir analyser les cinq étapes de la norme pour chaque activité. Le process d'évaluation est en phase finale avant de commencer l'analyse des nouvelles exigences en matière d'information à fournir en annexe.

CGG ne s'attend pas à des changements significatifs dans ses politiques de reconnaissance des produits dans ses conclusions finales pour les contrats exclusifs et les ventes d'études multi-clients après leur livraison. La reconnaissance des revenus lors de la phase de préfinancement des études multi-clients (avant la livraison) a donné lieu à une analyse approfondie. CGG, ainsi que tous les acteurs multi-clients majeurs du secteur, comptabilise actuellement les produits à l'avancement en fonction de la progression physique de l'étude. CGG a échangé avec les principaux acteurs de l'industrie multi-clients afin de partager les points de vue sur l'application du nouveau standard et de comparer les pratiques opérationnelles. Sous l'égide de l'IAGC (Association internationale des entreprises de géophysiques), un groupe de travail dédié impliquant tous les principaux acteurs de l'activité multi-clients a travaillé au cours des derniers mois pour développer une position de place. L'analyse préliminaire de ce groupe de travail indique que les revenus au cours de la phase de préfinancement devraient être reconnus à l'avancement.

1.2 - Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

Jugements et estimations	Hypothèses clés
Continuité d'exploitation	Estimation de la continuité d'exploitation liée aux progrès de la restructuration financière
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique et date de reprise Taux d'actualisation (CPMC)
Classement des dettes financières en éléments courants ou non-courants	Avancée des négociations sur la restructuration financière
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Estimation des coûts futurs liés aux plans de restructuration et aux contrats déficitaires
Provisions pour risques, charges et litiges	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

1.3 - Continuité d'exploitation

Le 14 juin 2017, une procédure de sauvegarde a été ouverte à l'égard de la société mère du Groupe CGG SA et une procédure de U.S. Chapter 11 a été ouverte de manière simultanée à l'égard de 14 de ses filiales, directes ou indirectes, garantes de la dette sécurisée (facilités de crédit « Revolver U.S. » et « French Revolver » et le prêt à terme B) et / ou des obligations à haut rendement. Dans le cadre de ces procédures légales, les détenteurs de ces dettes et les détenteurs d'obligations convertibles (dont le principal s'élève au total à 2,8 milliards de dollars US en incluant les obligations convertibles) ne peuvent demander aucun remboursement accéléré, ce qui confère au Groupe une protection pour mener à bien ses activités opérationnelles et aux parties prenantes une période limitée pour approuver un plan de restructuration financière.

Les principales caractéristiques du plan de restructuration financière proposé ont été présentées avec l'annonce des procédures judiciaires susmentionnées le 14 juin 2017:

- Conversion complète de la dette non sécurisée (Obligations à haut rendement et obligations convertibles) en capitaux propres;
- Échange de la dette sécurisée (facilités de crédit « Revolver U.S. » et « French Revolver » et prêt à terme B) contre de nouvelles obligations sécurisées à haut rendement avec une maturité de 5 ans;
- Levée jusqu'à 500 millions de dollars de nouvelles liquidités via une augmentation de capital de 125 millions de dollars et via une émission de 375 millions de dollars de nouvelles obligations à haut rendement (avec bons de souscription d'actions) d'une maturité de 6 ans.

Au 10 novembre 2017, le Groupe fait face à des incertitudes significatives qui peuvent soulever un doute important sur sa capacité à poursuivre ses activités. Même sous la protection des procédures judiciaires mentionnées ci-dessus, et malgré la mise en œuvre réussie lors du premier semestre 2017 de toutes les actions spécifiques prévues concernant les charges liées aux contrats d'affrètement des navires, le changement de propriété de la flotte et l'affacturage d'un contrat majeur, la liquidité du groupe à fin septembre 2017 s'élevant à 333 millions de dollars US ne permet pas de financer toutes les opérations du Groupe au moins jusqu'au 30 septembre 2018.

La capacité du Groupe à assurer sa continuité d'exploitation dépend essentiellement de la mise en œuvre effective et dans les temps du plan de restructuration proposé, en particulier la levée de 500 millions de dollars US de nouvelles liquidités au début de l'année 2018. Si les actionnaires ou le tribunal français ne parviennent pas à approuver le plan de restructuration proposé et / ou si le calendrier de mise en œuvre de ce plan de restructuration n'est pas respecté, la liquidité du groupe diminuerait, selon les prévisions de trésorerie du Groupe, au-dessous du niveau requis permettant l'exécution des opérations dès le premier trimestre 2018. Si les nouvelles liquidités de 500 millions de dollars US sont levées au premier trimestre 2018, et conformément au plan de restructuration proposé, la liquidité du groupe serait suffisante pour financer les activités en cours du Groupe au moins jusqu'au 30 septembre 2018.

Suite au placement privé des engagements de souscription des nouvelles obligations à haut rendement (avec bons de souscription d'actions) de 375 millions de dollars US réalisé avec succès au début du mois de juillet, le plan de restructuration proposé est maintenant soutenu par la majorité des créanciers nécessaire grâce aux accords de « lock-up » qui ont été signés. Le plan de restructuration financière a été adopté (i) le 28 juillet 2017 par le comité des établissements de crédit et assimilés à l'unanimité, et par l'assemblée générale unique des obligataires (à une majorité de 93,5% des votes exprimés) dans le cadre de la procédure de sauvegarde et (ii) fin septembre 2017, par les catégories de créanciers ayant le droit de voter sur le plan du Chapter 11. L'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 31 octobre 2017 n'a pas réuni un quorum suffisant (22,48% contre 25% requis sur première convocation) et n'a donc pas permis à l'assemblée de délibérer sur les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du plan de restructuration financière. En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire a été convoquée sur seconde convocation, le 13 novembre 2017 avec un quorum requis plus faible (20%). Bpifrance Participations (environ 9,35 % du capital et 10,9 % des droits de vote) et DNCA (environ 7,9 % du capital et 7,8% des droits de vote) se sont engagés à voter en faveur de ces résolutions. Sur cette base, et à la lumière des mérites du plan de restructuration proposé pour les autres parties prenantes du Groupe, la Société estime que la mise en œuvre du plan de restructuration au premier trimestre de 2018 est une hypothèse raisonnable.

Après avoir examiné avec le plus grand soin les éléments décrits ci-dessus, le Groupe, a conclu, le 10 novembre 2017, que la préparation des états financiers consolidés du 30 septembre 2017 suivant le principe de continuité d'exploitation est une hypothèse appropriée.

1.4 – Principes comptables

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restants à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— *Etudes multi-clients*

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé (i) des préfinancements et (ii) de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans l'état de situation financière en « acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle.

Après-ventes sur des contrats — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe

comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable.

— *Etudes exclusives*

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement — pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

— *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciels est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, et dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique, selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel tel la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support client » post-livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs.

Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie. Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Un test de dépréciation d'actif est effectué au moins une fois par an (ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur).

Les études multi-clients sont amorties d'une manière qui reflète le profil de consommation de leurs avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après-ventes. Un taux d'amortissement de 80 % correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude est appliqué sur toute vente normative de l'étude, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent. Si tel est le cas, le taux d'amortissement est ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus. Compte tenu du cycle économique d'un projet multi-clients, nos études sont en général complètement amorties ou dépréciées dans les cinq ans suivant leur livraison.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur cinq ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

Emprunts convertibles

- Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui, d'une part, crée un passif financier et, d'autre part, confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.
- Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.
- La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.
- La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

NOTE 2 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces

montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la Note 5 « Autres Produits et Charges » de ce document ainsi que dans la Note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nouveau régime de propriété de notre flotte de navires

En avril 2017, nous avons conclu des accords avec Eidesvik, les préteurs de la facilité de crédit Nordique, et les préteurs des facilités de crédit des entités Eidesvik Seismic Vessels AS (ESV) et Oceanic Seismic Vessels AS (OSV), en vue de l'établissement d'un nouveau régime de propriété de notre flotte de navires.

En vertu de ces accords, Global Seismic Shipping AS (« GSS »), une société de droit norvégien nouvellement créée et détenue à 50% par chacune des deux parties, CGG d'une part (à travers sa filiale Exploration Investment Resources II AS) et Eidesvik d'autre part, détient (i) Geo Vessels AS, ancienne filiale de CGG qui est propriétaire de cinq navires sismiques (un navire réarmé en mars 2017, le Géo Coral et quatre navires désarmés ou « cold-stacked », le Geo Caribbean, le Geo Celtic, le CGG Alize et l'Oceanic Challenger) et (ii) ESV et OSV (deux entités dans lesquelles nous détenions auparavant 49% des parts) qui sont respectivement propriétaires des navires sismiques Océanic Vega et Océanic Sirius. Global Seismic Shipping AS est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant détaille la contrepartie reçue ainsi que la valeur comptable des actifs et passifs apportés :

	(En millions de dollars US)
Contrepartie reçue	
Juste valeur de notre participation dans la société Global Seismic Shipping AS	71,9
Contrepartie reçue totale (a)	**71,9**
Valeur comptable des actifs et passifs apportés	
Trésorerie	7,5
Sociétés mises en équivalence [(1)]	48,3
Immobilisations corporelles, nettes	301,0
Crédit-bail net	(3,1)
Dettes financières – part court terme [(2)]	(182,5)
Provisions — part court terme	(4,8)
Provisions — part long terme	(13,4)
Autres passifs courants	(30,0)
Passifs liés aux contrats d'affrètement	(72,1)
Valeur comptable totale des actifs et passifs apportés (b)	**50,9**
Plus-value réalisée (c)= (a) – (b)	**21,0**
Réduction des montants dus en vertu des contrats d'affrètement (d)	(72,1)
Impact net de l'opération au niveau du résultat d'exploitation (3) (e) = (c) + (d)	**(51,1)**
Autres produits (charges) financiers	(15,0)
Coût de l'endettement financier net	(3,3)
Impact net de l'opération au niveau du résultat financier (4) (f)	**(18,3)**
Impact net sur le compte de résultat (e) + (f)	**(69,4)**

(1) Relatif aux 49% de parts que nous détenions directement dans ESV et OSV, comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence au 31 mars 2017.

(2) Relatif à la facilité de crédit Nordique.

(3) L'impact net de l'opération au niveau du résultat d'exploitation est une perte de 51,1 millions de dollars US ventilée comme suit :
- *une plus-value de 21,0 millions de dollars US découlant de notre contribution dans GSS et enregistrée sur la ligne « Plus (moins) values sur cessions d'actifs » du compte de résultat (Voir Note 5 « Autres Produits et Charges »),*
- *une charge de 72,1 millions de dollars US liée à la réduction des montants dus en vertu de la renégociation et de la prolongation des contrats d'affrètement des navires "Vega" et "Sirius". Cette charge correspond à la compensation accordée à ESV et OSV lors de la renégociation des contrats d'affrètement. Elle est enregistrée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (Voir Note 5 « Autres Produits et Charges »).*

(4) L'impact de l'opération au niveau du résultat financier est une perte de 18,3 millions de dollars US ventilée comme suit :
- *une charge de 15,0 millions de dollars US enregistrée sur la ligne « Autres produits (charges) financiers » du compte de résultat,*
- *une charge de 3,3 millions de dollars US enregistrée sur la ligne « Coût de l'endettement financier net » du compte de résultat.*

Processus de restructuration financière

Le 6 février 2017, CGG a sollicité l'accord des porteurs d'Obligations Senior et des créanciers du Prêt à Terme B pour se donner la possibilité de demander la nomination d'un mandataire ad hoc sans que cette démarche ne constitue un Cas de Défaut (« Event of Default »). CGG avait reçu auparavant les consentements des créanciers des lignes de crédit française et américaine pour la nomination d'un mandataire ad hoc.

Le 20 février 2017, CGG a annoncé l'obtention de la majorité requise des créanciers du Prêt à Terme B, des Obligations Senior 2020, des Obligations Senior 2021 et des Obligations Senior 2022 et la prolongation de la Consultation des Porteurs d'Obligations Senior 2017.

Le 23 février 2017, CGG a annoncé la signature des « supplemental indentures » des Obligations Senior 2020, 2021 et 2022 pour permettre la nomination d'un mandataire ad hoc et son intention de mettre fin à ses engagements au titre du contrat obligataire des Obligations Senior 2017. Le paiement au trustee, au bénéfice des porteurs, des sommes dues à la maturité des Obligations Senior 2017, du principal (8,3 millions de dollars US) et des intérêts, a eu lieu le vendredi 24 février 2017. A l'issue de cette opération, le montant de dettes non-sécurisées (Obligations Senior et Océanes) s'élève à 1 884 millions de dollars US.

Le 27 février 2017, un Mandataire ad hoc a été nommé pour mieux conduire et faciliter les discussions avec et entre toutes les parties prenantes de la restructuration financière du Groupe.

Le 3 mars 2017, CGG a entamé un processus de restructuration financière dans le but de réduire de manière drastique la dette et son coût en numéraire pour les aligner sur sa génération de trésorerie. Afin de faciliter ces discussions relatives à sa restructuration menées sous l'égide d'un mandataire ad hoc, CGG a conclu des accords de confidentialité et initié des discussions avec les actionnaires.

Le 2 juin 2017, CGG a annoncé un accord de principe sur un plan de restructuration financière avec ses principaux créanciers et DNCA qui est à la fois créancier et actionnaire.

Le 14 juin 2017, CGG a annoncé qu'à la suite de la conclusion d'accords juridiquement contraignants, venant confirmer l'accord de principe avec ses principaux créanciers financiers annoncé le 2 juin 2017, la société a entamé les procédures juridiques afin de mettre en œuvre un plan de restructuration global pré-agréé, comprenant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde en France ainsi que l'ouverture de procédures de Chapter 11 et de Chapter 15 aux Etats-Unis.

Dans le cadre de cette procédure, le Tribunal de Commerce de Paris qui a ouvert la procédure de sauvegarde a désigné l'ancien mandataire ad hoc en qualité d'administrateur judiciaire de CGG SA.

En amont des procédures judiciaires aux Etats-Unis et en France, CGG et certains de ses créanciers financiers ont signé un accord de « lock-up » le 13 juin 2017, aux termes duquel les parties se sont engagées à réaliser toute action raisonnablement nécessaire à la mise en œuvre et la réalisation de la restructuration. Les termes et conditions de l'accord de « lock-up » sont relativement usuels et comprennent notamment l'obligation pour les créanciers de voter en faveur des plans de sauvegarde et de Chapter 11 (sous réserve de réception des communications appropriées), de renoncer à certains droits (waivers), de signer la documentation requise pour permettre la restructuration et de ne pas céder leurs participation dans la dette à moins que l'acquéreur ne signe l'accord de « lock-up » ou n'en soit déjà un signataire (et qu'il soit par conséquent déjà tenu par ces stipulations). L'accord de « lock-up » a été signé par (i) un comité de coordination des prêteurs sécurisés, détenant collectivement environ 53,8 % du montant total en principal de la dette sécurisée du groupe, (ii) un comité ad hoc des porteurs de Senior Notes, détenant environ 52,4 % du montant total en principal des Senior Notes, et (iii) DNCA, détenant 5,5 % du montant total en principal des Senior Notes de la Société et environ 20,7 % du montant total en principal des OCEANEs. De plus, CGG a également signé un accord de soutien à la restructuration avec DNCA, en sa qualité d'actionnaire détenant environ 7,9 % du capital de la Société, par lequel DNCA s'engage à réaliser, en qualité d'actionnaire, toute action raisonnablement nécessaire à la mise en œuvre et la réalisation du plan de restructuration, et notamment à voter en faveur des résolutions adéquates en assemblée générale d'actionnaires et à ne pas vendre ses actions CGG pendant le processus de restructuration. En octobre 2017, suite à certains engagements pris par CGG et qui sont détaillés dans le communiqué de presse du 17 octobre 2017, l'actionnaire de longue date Bpifrance Participations (représentant environ 9,35% du capital et 10,9 % des droits de vote) s'est engagé à voter en faveur des résolutions requises pour approuver la restructuration financière.

Résultats du placement privé : le 13 juillet 2017, le Groupe a annoncé qu'à la date du 7 juillet 2017 (soit à la fin de la période de placement), des Porteurs Éligibles représentant 86,08% du montant total en principal des Senior Notes se sont engagés à souscrire aux Nouveaux Instruments (nouvelles obligations senior de second rang de 375 millions de dollars US (second lien senior notes) à taux variable / 8,5% PIK (payment-in-kind) d'une durée de six ans, avec bons de souscription d'actions) conformément aux modalités de l'Accord de Placement Privé et ont adhéré à l'Accord de Lock-up. L'émission des Nouveaux Instruments a été garantie (backstopped) par les membres du comité ad hoc des porteurs de Senior Notes détenant, à la date de l'Accord de Placement Privé, 52,38% du montant total en principal des Senior Notes, qui se sont également engagés à souscrire à leur quote-part proportionnelle des Nouveaux Instruments.

Adoption du projet de plan de sauvegarde par les comités de créanciers en France le comité des établissements de crédit et assimilés a adopté le 28 juillet 2017 le projet de plan de sauvegarde à l'unanimité, et l'assemblée générale unique des obligataires à une majorité de 93,5% des votes exprimés.

Acceptation du plan de Chapter 11 par les créanciers : fin septembre 2017, dans le cadre des procédures de Chapter 11 ouvertes le 14 juin 2017 par l'U.S. Bankruptcy Court du Southern District de New York à l'égard de ses 14 principales filiales et sous-filiales étrangères, chacune débitrice ou garante au titre de l'endettement financier existant du Groupe CGG, l'ensemble des classes de créanciers autorisées à voter, a massivement accepté le plan de Chapter 11.

Plus précisément, les créanciers ayant voté au titre des Prêts Sécurisés se sont prononcés à l'unanimité en faveur du plan, et les créanciers ayant voté au titre des Obligations Senior à une majorité de 97,14% en nombre et 97,96% en montant.

Des étapes complémentaires sont décrites dans la note 7 - événements postérieurs à la clôture.

Test de dépréciation du Goodwill

L'attestation d'équité de l'expert indépendant Ledouble ainsi que l'évaluation de la société par Lazard ont été émises dans le cadre de la restructuration financière du Groupe. Ces évaluations, réalisées avec une approche multicritères, mentionnent des valeurs d'entreprise à date qui sont inférieures au niveau de valorisation résultant du test de dépréciation du Groupe réalisé pour l'année 2016. Cet indice de perte de valeur nous a conduits à mettre à jour le test de dépréciation annuel, lequel n'a pas montré de différences significatives avec le test réalisé pour l'année 2016 et n'a, en conséquence, pas conduit à reconnaitre une dépréciation du Goodwill.

NOTE 3 – DETTES FINANCIERES ET TRESORERIE EN PROCEDURE DE SAUVEGARDE ET CHAPTER 11

La dette financière brute du Groupe au 30 septembre 2017 s'élève à 2 903,9 millions de dollars US. Elle s'élevait à 2 850,4 millions de dollars US au 31 décembre 2016. Notre dette brute se décompose comme suit au 30 septembre 2017 :

	30 septembre 2017		
	Dette brute hors ajustements IFRS et de consolidation	**Ajustements IFRS et de consolidation**	**Dette brute**
	(en millions de dollars US)		
Obligations à haut rendement	1 567,4	(3,1)	1 564,3
Obligations convertibles	425,1	(39,7)	385,4
Prêt à Terme	337,8	(1,2)	336,6
Autres lignes de crédit	469,2	(2,5)	466,7
Dette sujette à renégociation	**2 799,5**	**(46,5)**	**2 753,0**
Emprunts bancaires et autres emprunts	4,5	—	4,5
Contrats de crédit-bail	58,6	—	58,6
Sous-total	**2 862,6**	**(46,5)**	**2 816,1**
Intérêts courus	87,8	—	87,8
Dette financière	**2 950,4**	**(46,5)**	**2 903,9**
Découverts bancaires	—	—	—
Total	**2 950,4**	**(46,5)**	**2 903,9**

Les ratios d'endettement maximal et de couverture d'intérêts ne s'appliquent pas au 30 septembre 2017 en raison d'une exemption obtenue dans l'accord de « lock-up » signé par certains des prêteurs sécurisés le 13 juin 2017 (voir note 2 « Evènements Significatifs »).

Dans la continuité de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, il apparait que le classement de la dette financière en élément courant est le plus approprié selon IAS 1 pour les états financiers autorisés par le Comité d'Audit du 10 novembre 2017 pour publication. Ce reclassement purement comptable ne remet pas en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation. Les procédures de sauvegarde et de Chapter 11 ouvertes en France et aux

États-Unis ont empêché que ne soit prononcée l'exigibilité anticipée de la dette localisée en France et que des mesures d'exécution forcées ne soient mises en œuvre au titre de la dette située hors de France (voir note 1.3 « continuité d'exploitation »).

Centralisation de trésorerie pendant la procédure de sauvegarde en France et celle de Chapter 11 aux États-Unis

Pour permettre la gestion de la trésorerie pendant la procédure de sauvegarde en France et celle de Chapter 11 aux États-Unis, quatre périmètres de centralisation de trésorerie ont été créés :

- CGG SA, en procédure de sauvegarde en France,
- 7 filiales aux États-Unis, en procédure de Chapter 11 aux États-Unis,
- 7 filiales en dehors des États-Unis, en procédure de Chapter 11 aux États-Unis,
- Reste du monde.

Les limitations pendant la procédure de sauvegarde en France et celle de Chapter 11 aux États-Unis pour la circulation de la trésorerie peuvent être résumées ci-après :

- La compensation des soldes de trésorerie est permise uniquement dans un même périmètre de centralisation de trésorerie,
- Les règlements des transactions entre les différents périmètres sont uniquement effectués par un transfert de trésorerie,
- Les prêts et avances de trésorerie inter-compagnies existants avant l'ouverture des procédures ne peuvent être réglés en principal ou en intérêts (exception faite du périmètre « Reste du monde ») tant que les procédures restent ouvertes,
- Les règlements de transactions opérationnelles inter-compagnies sont permis tant que les transactions restent dans le cadre du cours normal des affaires,
- Les dettes, qu'elles soient opérationnelles ou financières, externes ou inter-compagnies, ne peuvent être réglées tant que les procédures sont en cours (de très rares exceptions existent).

Le tableau ci-après présente le montant de trésorerie pour les quatre périmètres au 30 septembre 2017 :

Montants en millions de dollars US	**30 septembre 2017**
CGG SA	53,5
Total des filiales U.S. en Chapter 11	59,8
Total des autres filiales en Chapter 11	13,0
Total des autres filiales du Groupe	206,9
TOTAL	**333,2**

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit renouvelable au 30 septembre 2017 :

	Date d'émission	**Maturité finale**	**Montant utilisé**
			(En millions de dollars US)
Crédit renouvelable US	2013	2018	161,9
Crédit renouvelable France	2013	2018	307,3
TOTAL avant frais d'émission			**469,2**

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre Crédit Renouvelable France étaient entièrement tirés au 30 septembre 2017.

Accélération de l'amortissement des frais d'émission de la dette

Suite à l'approbation du projet de plan de sauvegarde en France par les comités de créanciers le 28 juillet 2017 et l'approbation du plan du Chapter 11 aux Etats-Unis par les classes de créanciers autorisées à voter fin septembre 2017,

nous considérons qu'une grande partie de la dette actuelle sera convertie en capitaux propres ou en nouvelles obligations au début de l'année 2018. De ce fait, nous avons accéléré l'amortissement des frais d'émission. Cet ajustement s'élevait à 22,6 millions de dollars US au 30 septembre 2017.

Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)

Le 24 février 2017, CGG a satisfait et mis un terme à ses engagements au titre de l'*indenture* pour l'intégralité des 8,3 millions de dollars US résiduel de l'emprunt obligataire 7,75% à échéance 2017.

Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6, 5 % Senior Notes, échéance 2021)

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la note 5 « Autres produits et charges » de ce document et dans la note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Crédit Nordique

Le « changement de propriété de la flotte » (voir note 2 « Evènements Significatifs ») a pour conséquence de réduire la dette brute du Groupe de 182,5 millions de dollars US correspondant à l'encours en principal de la facilité de crédit Nordique au 31 mars 2017.

NOTE 4 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
  - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.

- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »).** Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;

- **Equipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel ;

- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance pour les secteurs par le management en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence. L'EBIT correspond au résultat d'exploitation, plus le résultat des sociétés mises en équivalence.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipements pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR (la référence étant le marché spot). Comme GGR comprend la capacité marine allouée aux études multi-clients, il n'y a plus de services rendus par l'Acquisition de Données Contractuelles pour GGR au titre des études multi-clients. Les transactions entre les filiales du Groupe sont effectuées au prix du marché.

Ces revenus intersecteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes intersecteurs du secteur Équipements et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) le résultat d'exploitation et l'EBIT relatif à nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentés après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter-segments inclues dans les immobilisations vendues par le secteur Équipements aux secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR ; et (ii) les dépenses d'investissements industriels de nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentées après élimination de la marge intersecteur.

Le résultat d'exploitation et l'EBIT incluent des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « Éliminations et autres » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.
Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « Participations et autres immobilisations financières » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « Passifs courants » hors « Concours bancaires » et « Dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « Dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation et l'EBIT par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Analyse par Secteur d'activité

	Pour le trimestre clos le 30 septembre,											
	2017						**2016**					
En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**
Chiffre d'affaires tiers	98,0	–	185,9	36,2	–	320,1	36,9	–	193,4	33,7	–	264,0
Chiffre d'affaires intersecteur	0,7	–	–	3,6	(4,3)	–	1,3	–	–	19,8	(21,1)	–
Chiffre d'affaires total	**98,7**	**–**	**185,9**	**39,8**	**(4,3)**	**320,1**	**38,2**	**–**	**193,4**	**53,5**	**(21,1)**	**264,0**
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(12,1)	(2,8)	(20,9)	(7,6)	(0,7)	(44,1)	(14,6)	(15,0)	(27,3)	(8,6)	(0,1)	(65,6)
Dotation aux amortissements multi-clients	–	–	(75,9)	–	–	(75,9)	–	–	(82,0)	–	–	(82,0)
Résultat d'exploitation	**(7,1)**	**(40,8)**	**11,8**	**(15,8)**	**(8,5)**	**(60,4)**	**(12,9)**	**(21,2)**	**18,7**	**(9,9)**	**(17,4)**	**(42,7)**
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	(8,2)	(2,8)	(0,2)	–	–	(11,2)	3,0	–	–	–	–	3,0
Résultat avant intérêts et taxes (2)	**(15,3)**	**(43,6)**	**11,6**	**(15,8)**	**(8,5)**	**(71,6)**	**(9,9)**	**(21,2)**	**18,7**	**(9,9)**	**(17,4)**	**(39,7)**
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	1,7	–	8,3	2,1	1,2	13,3	3,4	–	16,0	3,1	0,3	22,8
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients-clients, nettes de trésorerie	–	–	53,7	–	–	53,7	–	–	79,0	–	–	79,0

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 3,0 millions de dollars US pour le 3ème trimestre 2017 contre 3,4 millions de dollars US pour le 3ème trimestre 2016.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à (24,0) millions de dollars US et (35,2) millions de dollars US pour le 3ème trimestre 2017, contre (38,9) millions de dollars US et (35,9) millions de dollars US pour le 3ème trimestre 2016.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (36,4) millions de dollars US liés au Plan de Transformation. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (3,8) millions de dollars US liés au Plan de Transformation.

Pour le 3ème trimestre 2017, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (7,6) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (0,9) millions de dollars US. Pour le 3ème trimestre 2016, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (8,8) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (8,6) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (7,5) millions de dollars US pour le 3ème trimestre 2017 et 2016. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Analyse par Secteur d'activité

	Pour les neuf mois clos le 30 septembre,											
	2017						2016					
En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**
Chiffre d'affaires tiers	245,1	–	564,6	109,6	–	919,3	181,9	–	553,8	131,5	–	867,2
Chiffre d'affaires intersecteur.....	2,1	–	–	15,6	(17,7)	–	4,6	–	–	39,5	(44,1)	–
Chiffre d'affaires total	**247,2**	**–**	**564,6**	**125,2**	**(17,7)**	**919,3**	**186,5**	**–**	**553,8**	**171,0**	**(44,1)**	**867,2**
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(37,2)	(18,4)	(61,1)	(22,3)	(0,7)	(139,7)	(43,9)	(49,5)	(78,3)	(27,3)	(0,3)	(199,3)
Dotation aux amortissements multi-clients	–	–	(212,5)	–	–	(212,5)	–	–	(205,1)	–	–	(205,1)
Résultat d'exploitation.....	**(58,4)**	**(190,8)**	**67,4**	**(44,8)**	**(28,9)**	**(255,5)**	**(46,7)**	**(77,6)**	**55,4**	**(39,0)**	**(45,7)**	**(153,6)**
Résultat des sociétés mises en équivalence (1).....	(5,4)	(5,6)	(0,2)	–	–	(11,2)	2,9	–	–	–	–	2,9
Résultat avant intérêts et taxes (2).....	**(63,8)**	**(196,4)**	**67,2**	**(44,8)**	**(28,9)**	**(266,7)**	**(43,8)**	**(77,6)**	**55,4**	**(39,0)**	**(45,7)**	**(150,7)**
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	9,7	–	30,1	9,9	0,5	50,2	12,7	–	41,4	8,8	5,8	68,7
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients-clients, nettes de trésorerie	–	–	162,0	–	–	162,0	–	–	241,8	–	–	241,8
Capitaux employés	**0,4**	**–**	**2,2**	**0,6**	**–**	**3,2**	**0,5**	**0,2**	**2,3**	**0,7**	**–**	**3,7**
Total Actif	**0,6**	**0,1**	**2,6**	**0,6**	**–**	**3,9**	**0,7**	**0,4**	**2,7**	**0,7**	**–**	**4,5**

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 5,7 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 3,1 millions de dollars US pour la période comparable 2016.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à (94,7) millions de dollars US et (105,9) millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, contre (142,6) millions de dollars US et (139,7) millions de dollars US pour la période comparable 2016.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (160,8) millions de dollars US liés au Plan de Transformation contre (11,0) millions de dollars US liés au Plan de Transformation pour la période comparable 2016.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (24,0) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (4,9) millions de dollars US. Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (26,4) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (19,3) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (22,1) millions de dollars US et (25,6) millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 et 2016 respectivement. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total :

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017		2016	
Amérique du nord	75,0	23 %	56,8	22 %
Amérique latine	104,1	33 %	52,4	20 %
Europe, Afrique et Moyen Orient	100,6	31 %	124,7	47 %
Asie Pacifique	40,4	13 %	30,1	11 %
Total	**320,1**	**100 %**	**264,0**	**100 %**

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017		2016	
Amérique du nord	249,2	27 %	242,8	28 %
Amérique latine	270,3	29 %	141,1	16 %
Europe, Afrique et Moyen Orient	279,7	31 %	349,5	40 %
Asie Pacifique	120,1	13 %	133,8	16 %
Total	**919,3**	**100 %**	**867,2**	**100 %**

NOTE 5 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En millions de dollar US	neuf mois clos le 30 septembre 2017	2016
Charges de restructuration	(267,7)	(133,3)
Variation des provisions pour restructuration	85,9	122,3
Autres produits (charges) non récurrents	(3,1)	0,7
Éléments non récurrents nets	**(184,9)**	**(10,3)**
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture	(0,4)	0,3
Plus (moins) values sur cessions d'actifs	28,0	(1,2)
Total Autres produits et charges, net	**(157,3)**	**(11,2)**

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017

Éléments non récurrents nets

Les « éléments non récurrents, nets » s'élèvent à (184,9) millions de dollars US au 30 septembre 2017, dont (39,5) million de dollars US comptabilisés sur le 3ème trimestre 2017. Les coûts de restructuration s'élèvent à (181,8) millions de dollars US, pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017.

Ces coûts de restructuration liés au Plan de Transformation du Groupe comprennent:

(i) 12,3 millions de dollars US de charges de restructuration liés à l'accord permettant de réduire le montant dû au titre du contrat d'affrètement d'un navire d'exploration sismique en opération. Cette charge correspond à la compensation accordée au propriétaire du navire lors de la renégociation du contrat d'affrètement. (voir note 2 « Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires »),

(ii) 72,1 millions de dollars US de charges de restructuration liés à la réduction des montants dus en vertu de la renégociation et de la prolongation des contrats d'affrètement de deux navires suite au changement de propriété de la flotte. Cette charge correspond à la compensation accordée à ESV et OSV lors de la renégociation des contrats d'affrètement (voir note 2 « Nouveau régime de propriété de notre flotte de navires »),

(iii) 81,1 millions de dollars US de charges de restructuration principalement liés aux procédures de sauvegarde française ainsi que dans le Chapter 11 aux États-Unis (voir note 2 « Engagement du processus de restructuration financière »),

(iv) 16,3 millions de dollars US d'autres charges de restructuration au titre du Plan de Transformation du Groupe.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

En 2017, ce poste comprend un gain de 21,0 millions de dollars US réalisé lors de notre contribution à la joint-venture GSS créée avec Eidesvik en avril 2017 (voir note 2 « Nouveau régime de propriété de notre flotte de navires »).

Ce poste comprend également des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2016, le Groupe a dépensé 133,3 millions de dollars US au titre du Plan de Transformation du Groupe. Ces coûts ont été partiellement compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

Ce poste comprenait des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

NOTE 6 – PASSIFS COURANTS ASSOCIES AVEC LES CREANCES CEDEES

En 2017, le Groupe a conclu un contrat avec une institution financière afin de percevoir des paiements anticipés dans le cadre d'un projet d'acquisition marine et de traitements de données avec un client. Le droit à collecter les factures à émettre est transféré à une institution financière après acceptation mensuelle par le client de l'avancement des travaux en cours. Néanmoins, les termes de ce contrat ne permettent pas la décomptabilisation de ces travaux en cours financés (comptabilisés dans le poste « Clients et comptes rattachés »). Les paiements reçus ont été comptabilisés dans le poste « Passifs courants associés avec les créances cédées » dans l'Etat de Situation Financière Consolidé.

Au 30 septembre 2017, nous avons comptabilisé un montant de 48,6 millions de dollars US dans le poste « Passifs courants associés avec les créances cédées » dans l'Etat de Situation Financière Consolidé dans le cadre de l'accord décrit ci-dessus.

NOTE 7 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 13 octobre 2017, un prospectus relatif à certaines opérations d'émission prévues par le projet de plan de sauvegarde et le plan de « chapter 11 » dans le cadre du plan de restructuration financière de CGG a été mis à disposition du public (visa AMF n°17-551). Le prospectus est composé du document de référence de la société CGG, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 1er mai 2017, de l'actualisation du document de référence de la Société, déposée auprès de l'AMF le 13 octobre 2017, de la note d'opération (incluant le résumé du prospectus) en date du 13 octobre 2017, et du résumé du prospectus.

Le 16 octobre 2017, le tribunal américain compétent a confirmé le plan de « Chapter 11 ».

Le 17 octobre 2017, une Note Complémentaire a été mise à disposition du public. Cette note décrit l'engagement de Bpifrance Participations de voter en faveur des résolutions nécessaires à la mise en œuvre du plan de restructuration financière ainsi que les engagements corrélatifs pris par la Société et certains de ses créanciers dans le cadre de la procédure de sauvegarde. Par ailleurs, cette note mentionne la décision du Tribunal américain du 16 octobre 2017.

Le 31 octobre 2017, l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue a réuni un quorum de 22,48 % du capital, qui a permis de délibérer sur la partie ordinaire de l'ordre du jour, à savoir principalement l'approbation des comptes 2016. En revanche, ce quorum n'a pas permis à l'assemblée de délibérer sur les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du plan de restructuration financière. En effet, le quorum requis sur la partie de l'assemblée générale extraordinaire sur première convocation est de 25% du capital, et de 20% sur seconde convocation.

Dès lors, CGG, les créanciers qui soutiennent le plan de restructuration proposé et DNCA ont accepté de maintenir leurs engagements, sous réserve que l'assemblée générale se tienne au plus tard le 17 novembre 2017. En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire sera convoquée sur seconde convocation, le 13 novembre 2017, à l'effet de statuer sur les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du plan de restructuration financière. Bpifrance Participations (environ 9,35 % du capital et 10,9 % des droits de vote) et DNCA (environ 7,9 % du capital et 7,8% des droits de vote) se sont engagés à voter en faveur de ces résolutions.

PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
    - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
    - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.

- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »).** Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;

- **Equipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel ;

- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Engagement du processus de restructuration financière

Voir la note 2– "Evènements significatifs" des états financiers intermédiaires consolidés pour plus de détails sur l'évolution du processus de restructuration financière.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Nos résultats d'exploitation sont généralement affectés par une variété de facteurs, dont certains sont décrits ci-dessous et d'autres sont énoncés dans le chapitre 6 - Situation financière, résultats et perspectives du Document de Référence 2016.

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande concernant les produits et services du Groupe est traditionnellement liée aux investissements réalisés par les sociétés de l'industrie pétrolière et gazière dans les activités d'exploration, de production et de développement. Ces investissements sont étroitement liés aux prix du gaz et du pétrole et aux prévisions sur le prix des hydrocarbures,

lesquels peuvent fluctuer en fonction de changements relativement mineurs dans l'offre et la demande de pétrole et de gaz, dans l'anticipation des changements, ainsi que d'autres facteurs qui échappent au contrôle du Groupe.

Les baisses de prix des hydrocarbures ou leur volatilité ont tendance à limiter la demande de services et produits sismiques. En 2015 et 2016, les compagnies pétrolières et gazières ont réduit leurs dépenses d'exploration et production du fait du déclin du prix du pétrole, menant à une réduction de la demande pour les produits et services du Groupe.

Nous estimons que les conditions de marchés difficiles rencontrées en 2016 perdureront en 2017 et pèseront sur notre niveau d'activité. Dans ce contexte, nos estimations restent inchangées avec un niveau d'EBITDAs très similaire à celui de l'année 2016 mais avec une génération de cash en retrait par rapport à 2016. Nous estimons que la reprise du marché ne devrait pas se produire avant l'horizon 2018-2019.

(Pour plus de détails sur l'industrie géophysique, se référer au « Chapitre VI – Perspectives » du Document de Référence 2016).

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1er octobre 2017 s'élevait à 403 millions de dollars US. Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

Comparaison entre le 3ème trimestre 2017 et le 3ème trimestre 2016

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par secteur pour chacune des périodes présentées :

	3ème trimestre	
	2017	**2016**
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine	71,0	17,5
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	27,7	20,7
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	**98,7**	**38,2**
Données Multi-clients	105,5	99,0
Imagerie et Réservoir	80,4	94,4
Chiffre d'affaires du secteur GGR	**185,9**	**193,4**
Chiffre d'affaires du secteur Equipement	**39,8**	**53,5**
Chiffre d'affaires éliminés et autres	(4,3)	(21,1)
Chiffre d'affaires consolidé	**320,1**	**264,0**

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 3ème trimestre 2017 a augmenté de 21% à 320 millions de dollars US contre 264 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, principalement en raison de notre activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine et de solides ventes multi-clientsdans un marché toujours difficile.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur d'Acquisition de Données Contractuelles a augmenté de 158% au 3ème trimestre 2017 à 99 millions de dollars US contre 38 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine a augmenté de 306% au 3ème trimestre 2017 à 71 millions de dollars US contre 18 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, du fait d'une plus grande capacité dédiée aux études contractuelles et de la très bonne performance opérationnelle de la flotte, avec des taux de disponibilité et de production très élevés.

Le taux de disponibilité des navires est en hausse à 99% au 3ème trimestre 2017, comparé à 94% au 3ème trimestre 2016. Le taux de production demeure élevé à 96% comparé à 93% au 3ème trimestre 2016. Ce trimestre, la flotte a été dédiée à 33% à des programmes multi-clients contre 71% au 3ème trimestre 2016.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'est élevé au 3ème trimestre 2017 à 28 millions de dollars US, en hausse de 34%, contre 21 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison d'un niveau d'activité des acquisitions terrestres en progression alors que les activités multi-physiques commencent à percevoir une amélioration du marché minier.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a diminué de 4% à 186 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017, contre 193 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Données multi-clients

Le chiffre d'affaires de l'activité de données multi-clients est en augmentation de 7% à 106 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre 99 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les ventes multi-clients ont été les plus soutenues au Brésil, en raison du cycle d'attribution des licences, et en terrestre aux Etats-Unis.

Les préfinancements ont diminué de 21% à 70 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre 89 millions de dollars US atteints pour la période comparable en 2016. Le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients a augmenté à 35 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017, contre 10 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Le taux de préfinancement cash a atteint 131% au 3ème trimestre 2017. Il était de 112% pour la période comparable en 2016.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir a diminué de 15% au 3ème trimestre 2017 à 80 millions de dollars US contre 94 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les activités de Réservoir ont été touchées par la baisse continue des dépenses d'investissements de nos clients sur le trimestre.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes), est en baisse de 26% au 3ème trimestre 2017 à 40 millions de dollars US contre 54 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les ventes internes ont représenté 9% du chiffre d'affaires au 3ème trimestre 2017 contre 37% pour la période comparable en 2016. Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a augmenté de 7% en passant de 34 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016 à 36 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017.

Les ventes d'équipements sismiques marines et terrestres restent impactées par un faible niveau de demande.

Les ventes d'équipements terrestres ont représenté 63% du chiffre d'affaires total au 3ème trimestre 2017 contre 48% au 3ème trimestre 2016, avec un renforcement dans les systèmes d'ascension artificielle (artificial lift).

Les ventes d'équipements Marine ont représenté 37% du chiffre d'affaires total, incluant notamment des ventes de sections Sentinel, contre 52% pour la période comparable en 2016.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en augmentation de 12% à 303 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre 270 millions de dollars US pour la période comparable de 2016 en raison principalement de l'augmentation de l'activité. Les dotations aux amortissements des études multi-clients ont représenté 72% des revenus multi-clients au 3ème trimestre 2017 contre 83% au 3ème trimestre 2016.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation ont diminué à 95% au 3ème trimestre 2017 contre 102% pour la période comparable de 2016. La marge brute d'exploitation a augmenté à 17 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre une perte de 6 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016, représentant respectivement 5% et (2)% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement sont une charge nette de 6 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre une charge de 5 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016 en raison principalement de crédits d'impôt recherche et développement moins élevé.

Les dépenses commerciales et de marketing sont stables à 14 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 et 2016.

Les dépenses administratives et générales ont légèrement augmenté au 3ème trimestre 2017 à 19 millions de dollars US contre 18 millions de dollars US pour la période comparable en 2016 en conséquence principalement d'une évolution défavorable des taux de change. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent respectivement 6% et 7% du chiffre d'affaires consolidé au 3ème trimestre 2017 et 2016.

Les autres charges d'exploitation nettes sont de 39 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017, incluant principalement 36 millions de dollars US de coûts relatifs à notre Plan de Transformation, dont 28 millions de dollars US d'honoraires liés à la restructuration financière et 8 millions de dollars US de couts de restructuration (constitués essentiellement de charges de personnel et de frais de fermeture de sites, net de reprise de provisions).

Les autres charges d'exploitation étaient nulles au 3ème trimestre 2016.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 60 millions de dollars US (ou une perte de 24 millions de dollars US hors coûts de restructuration) au 3ème trimestre 2017 pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 43 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016 (ou une perte de 39 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 3ème trimestre 2017 est une perte de 7 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017, contre une perte de 13 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016, du fait de marchés contractuels qui restent toujours très concurrentiels. La très bonne productivité de la flotte et l'impact positif de Global Seismic Shipping permettent de réduire les coûts et de compenser partiellement l'environnement de marché actuellement difficile.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est un produit de 12 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre un produit de 19 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement au 3ème trimestre 2016 est une perte de 16 millions de dollars US contre une perte de 10 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 41 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 (ou une perte de 4 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 21 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016 (ou une perte de 17 millions de dollars US hors coûts de restructuration).

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 11 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre un profit de 3 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016, du fait de la contribution négative des JV Seabed Geosolutions et Global Seismic Shipping (GSS).

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 4 des états financiers intermédiaires consolidés est une perte de 72 millions de dollars US (ou une perte de 35 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 40 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 36 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 3ème trimestre 2017 est une perte de 15 millions de dollars US contre une perte de 10 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur GGR au 3ème trimestre 2017 est un profit de 12 millions de dollars US contre un profit de 19 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Equipement au 3ème trimestre 2017 est une perte de 16 millions de dollars US contre une perte de 10 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées au 3ème trimestre 2017 est une perte de 44 millions de dollars US (ou une perte de 7 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 21 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 17 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration de la période, voir la note 5 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier est en hausse à 69 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 contre 45 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016. L'augmentation de 24 millions de dollar US du coût net de l'endettement financier est principalement due à l'accélération de l'amortissement des frais d'émission de la dette. Suite à l'approbation du projet de plan de sauvegarde en France par les comités de créanciers le 28 juillet 2017 et l'approbation du plan du Chapter 11 aux Etats-Unis par les classes de créanciers autorisées à voter fin septembre 2017, nous considérons qu'une grande partie de la dette actuelle sera convertie en capitaux propres ou en nouvelles obligations au début de l'année 2018. De ce fait, nous avons accéléré l'amortissement des frais d'émission. Cet ajustement s'élevait à 21 millions de dollars US au 30 septembre 2017.

Les autres produits et charges financiers au 3ème trimestre 2017 sont un produit de 4 millions de dollars US, à comparer à un produit nul au 3ème trimestre 2016.

Impôts

Le produit d'impôts s'élève à 12 millions de dollars US au 3ème trimestre 2017 à comparer à une charge de 3 millions de dollars US au 3ème trimestre 2016.

Résultat net

Le résultat net consolidé au 3ème trimestre 2017 est une perte de 124 millions de dollars US contre une perte de 88 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Comparaison entre les neuf mois clos le 30 septembre 2017 et les neuf mois clos le 30 septembre 2016

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par division pour chacune des périodes présentées :

	Neuf mois clos le 30 septembre	
	2017	**2016**
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine	176,5	98,1
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	70,7	88,4
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	**247,2**	**186,5**
Données Multi-clients	310,4	249,4
Imagerie et Réservoir	254,2	304,4
Chiffre d'affaires du secteur GGR	**564,6**	**553,8**
Chiffre d'affaires du secteur Equipement	**125,2**	**171,0**
Chiffre d'affaires éliminés et autres	(17,7)	(44,1)
Chiffre d'affaires consolidé	**919,3**	**867,2**

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est en augmentation de 6% à 919 millions de dollars US contre 867 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, notamment grâce à nos activités d'Acquisition de Donnes Contractuelles Marine et de Données multi-clients sur un marché des géosciences toujours difficile.

Les contributions respectives des secteurs au chiffre d'affaires consolidé du Groupe sont de 61% pour GGR, 12% pour l'Equipement et 27% pour l'Acquisition de Données Contractuelles.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur d'Acquisition de Données Contractuelles pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 a augmenté de 33% à 247 millions de dollars US, comparé à 187 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine a augmenté de 80% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 à 177 millions de dollars US contre 98 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, du fait d'une plus grande capacité dédiée à des programmes exclusifs pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 et de la très bonne performance opérationnelle de la flotte, malgré des conditions de prix très faibles.

Le taux de production demeure élevé à 97% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 94% pour la période comparable en 2016. Par ailleurs, 63% de la flotte a été dédiée à des programmes exclusifs sur les neufs premiers mois de l'année notamment du fait d'un important contrat au Mexique, contre 46% sur la période comparable en 2016.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'est élevé pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 à 71 millions de dollars US, en baisse de 20%, contre 88 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison d'un faible niveau d'activité global et de processus de décision ralentis de la part de nos clients.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a augmenté de 2% à 565 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 554 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, principalement en raison des ventes multi-clients, mais dans des conditions de marché difficiles, nos clients restant prudents et maintenant leurs dépenses à un faible niveau.

Données multi-clients

Le chiffre d'affaires de l'activité de données multi-clients est en augmentation de 24% à 310 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 249 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison de bonnes ventes dans le Golfe du Mexique et au Brésil.

Les préfinancements ont diminué de 8% à 197 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 comparé à 214 millions de dollars US pour la même période en 2016. Le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients a augmenté à 114 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, contre 36 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Le taux de préfinancement s'est élevé à 121% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 88% pour la période comparable en 2016.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir a diminué de 16% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 à 254 millions de dollars US contre 304 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. La demande en Imagerie, logiciels et services liés au réservoir a faibli dans le contexte de réduction des dépenses de nos clients.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes) est en baisse de 27% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 à 125 millions de dollars US contre 171 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les ventes d'équipements sismiques marines et terrestres restent impactées par des volumes extrêmement faibles dans un marché d'acquisition sismique très dégradé.

Les ventes internes ont représenté 12% du chiffre d'affaires pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 23% pour la période comparable en 2016. Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a baissé de 17% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 à 110 millions de dollars US contre 132 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016.

Les ventes d'équipements Marine ont représenté 45% du chiffre d'affaires total pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont stables à 897 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 895 millions de dollars US pour la période comparable de 2016. Les dotations aux amortissements des études multi-clients ont représenté 68% des revenus multi-clients pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 81% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation ont diminué à 98% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 103% pour la période comparable de 2016. La marge brute d'exploitation a augmenté à 23 million de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre une perte de 26 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016, représentant respectivement 3% et (3)% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont augmenté à 21 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 7 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016, en raison d'un rattrapage de crédit d'impôt recherche et développement aux Etats-Unis en 2016.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 12% à 41 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 46 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2016, en raison principalement de l'avancement de notre Plan de Transformation.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 6% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 à 59 millions de dollars US contre 63 millions de dollars US pour la période comparable en 2016 en conséquence de l'avancement du Plan de Transformation malgré une évolution défavorable des taux de change. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent respectivement 6% et 7% du chiffre d'affaires consolidé pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 et 2016.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 157 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017. Elles incluaient principalement 161 millions de dollars US de coûts liés à notre Plan de Transformation dont (i) 51 millions de dollars US relatifs au changement de régime de propriété de notre flotte (ii) 81 millions de dollars US d'honoraires liés à la restructuration financière (iii) 12 millions de dollars US liés à la renégociation d'un contrat d'affrètement de navire et (iv) 16 millions de dollars US d'autres charges de restructuration constitués essentiellement de charges de personnel et de frais de fermeture de sites, nets de reprises des provisions.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 11 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016 incluant principalement des coûts de restructuration liés à notre Plan de Transformation (constitués essentiellement de charges de personnel net de reprises de provisions).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 256 millions de dollars US (ou une perte de 95 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 154 million de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016 (ou une perte de 143 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est une perte de 58 millions de dollars US contre une perte de 47 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016, principalement due à la faiblesse des prix en Acquisition Marine, malgré la bonne performance opérationnelle de la flotte, à un faible niveau d'activité en Acquisition Terrestre et Multi-Physique, marqué par des processus de décision ralentis de la part de nos clients.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est un produit de 67 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre un produit de 55 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est une perte de 45 millions de dollars US, contre une perte de 39 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016, en raison des volumes toujours faibles, et en dépit d'importantes réductions de coûts et de la flexibilité de son organisation industrielle.

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 191 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 (ou une perte de 30 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) contre une perte de 78 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016 (ou une perte de 67 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 11 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre un profit de 3 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016 principalement du fait de la contribution négative des JV Seabed Geosolutions et Global Seismic Shipping (GSS).

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 4 des états financiers consolidés intermédiaires pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est une perte de 267 millions de dollars US (ou une perte de 106 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 151 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 140 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est une perte de 64 millions de dollars US contre une perte de 44 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur GGR pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est un profit de 67 millions de dollars US contre un profit de 55 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Equipement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est une perte de 45 millions, contre une perte de 39 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est une perte de 196 millions de dollars US (ou une perte de 36 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation) contre une perte de 78 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 67 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration de la période, voir la note 5 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a augmenté de 27% à 164 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 130 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016.
L'augmentation de 34 millions de dollar US du coût net de l'endettement financier est principalement due à l'accélération de l'amortissement des frais d'émission de la dette. Suite à l'approbation du projet de plan de sauvegarde en France par les comités de créanciers le 28 juillet 2017 et l'approbation du plan du Chapter 11 aux Etats-Unis par les classes de créanciers autorisées à voter fin septembre 2017, nous considérons qu'une grande partie de la dette actuelle sera convertie en capitaux propres ou en nouvelles obligations au début de l'année 2018. De ce fait, nous avons accéléré l'amortissement des frais d'émission. Cet ajustement s'élevait à 21 millions de dollars US au 30 septembre 2017.

Les autres produits et charges financiers pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 sont un produit de 3 millions de dollars US, et étaient nuls pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016.

Impôts

La charge d'impôts s'élève à 12 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 à comparer à une charge de 16 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016.

Résultat net

Le résultat net consolidé pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 est une perte de 439 millions de dollars US contre une perte de 297 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Ressources et besoins financiers

Engagement du processus de restructuration financière

Le 14 juin 2017, une procédure de sauvegarde a été ouverte à l'égard de la société mère du Groupe CGG SA et une procédure de U.S. Chapter 11 a été ouverte de manière simultanée à l'égard de 14 de ses filiales, directes ou indirectes, garantes de la dette sécurisée (facilités de crédit « Revolver U.S. » et « French Revolver » et le prêt à terme B) et / ou des obligations à haut rendement. Dans le cadre de ces procédures légales, les détenteurs de ces dettes et les détenteurs

d'obligations convertibles (dont le principal s'élève au total à 2,8 milliards de dollars US en incluant les obligations convertibles) ne peuvent demander aucun remboursement accéléré, ce qui confère au Groupe une protection pour mener à bien ses activités opérationnelles et aux parties prenantes une période limitée pour approuver un plan de restructuration financière.

Pour plus d'information se référer à la note 2 « Evènements significatifs - Engagement du processus de restructuration financière».

Dette financière

Les ratios d'endettement maximal et de couverture d'intérêts ne s'appliquent pas au 30 septembre 2017 en raison d'une exemption obtenue dans l'accord de « lock-up » signé par certains des prêteurs sécurisés le 13 juin 2017

Pour plus d'information se référer à la note 2 « Evènements significatifs».

Dans la continuité de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, il apparait que le classement de la dette financière en élément courant est le plus approprié selon IAS 1 pour les états financiers autorisés par le Comité d'Audit du 10 novembre 2017 pour publication. Ce reclassement purement comptable ne remet pas en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation. Les procédures de sauvegarde et de Chapter 11 ouvertes en France et aux États-Unis ont empêché que ne soit prononcée l'exigibilité anticipée de la dette localisée en France et que des mesures d'exécution forcées ne soient mises en œuvre au titre de la dette située hors de France (voir note 1.3 « continuité d'exploitation »).

Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)

Le 24 février 2017, CGG a satisfait et mis un terme à ses engagements au titre de l'*indenture* pour l'intégralité des 8,3 millions de dollars US résiduels de l'emprunt obligataire 7,75% à échéance 2017.

Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6, 5 % Senior Notes, échéance 2021)

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la note 5 « Autres produits et charges » de ce document et dans la note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Crédit Nordique

Le « changement de propriété de la flotte » (voir note 2 « Evènements Significatifs ») a pour conséquence de réduire la dette brute du Groupe de 182,5 millions de dollars US correspondant à l'encours en principal de la facilité de crédit Nordique au 31 mars 2017.

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit renouvelable au 30 septembre 2017 :

	Date d'émission	**Maturité finale**	**Montant utilisé**
			(En millions de dollars US)
Crédit renouvelable US.....	2013	2018	161,9
Crédit renouvelable France.....	2013	2018	307,3
TOTAL avant frais d'émission.....			**469,2**

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre Crédit Renouvelable France étaient entièrement tirés au 30 septembre 2017.

Flux de trésorerie

Exploitation

L'excédent de trésorerie issue des opérations d'exploitation s'est élevé à 81 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 (ou un excédent de 156 millions de dollars US hors dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation) contre un excédent de 260 millions de dollars US (ou un excédent de 393 millions de dollars US hors dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation) pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016. Avant variation du besoin en fonds de roulement, le flux de trésorerie affecté aux opérations d'exploitation est un excédent de 130 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 par rapport à un excédent de 98 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

La variation du besoin en fonds de roulement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 a eu un impact négatif de 49 millions de dollars US contre un impact positif de 162 millions de dollars US sur la période 2016 comparable. Cet impact est principalement dû à une variation de nos créances clients et comptes rattachés qui a consommé 72 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, dû en majeur partie au niveau élevé des ventes multi-clients au deuxième et troisième trimestre 2017, par rapport à un dégagement de 325 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 185 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 273 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2017, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 28 millions de dollars US (28 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation), en baisse de 35% par rapport à la période comparable de 2016. Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2016, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 43 millions de dollars US (37 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation).

Les coûts de développements capitalisés se sont élevés pour leur part à 22 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, contre 26 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Le Groupe a également investi 162 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, principalement en Amérique Latine et en Irlande, contre 242 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Au 30 septembre 2017, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 818 millions de dollars US contre 848 millions de dollars US au 31 décembre 2016.

Financement

Le flux de trésorerie affecté aux opérations de financement s'est élevé à 102 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 contre 224 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016.

Dette financière nette

La dette financière nette au 30 septembre 2017 s'élevait à 2 571 millions de dollars US contre 2 312 millions de dollars US au 31 décembre 2016. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élevait à 441% au 30 septembre 2017 contre 206% au 31 décembre 2016.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 septembre 2017 et 31 décembre 2016 :

En millions de dollars US	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Concours bancaires	—	1,6
Part à court terme des dettes financières	2 850,9	2 782,1
Dettes financières à long terme	53,0	66,7
Dette financière brute	**2 903,9**	**2 850,4**
Moins disponibilités et valeurs mobilières de placement	(333,2)	(538,8)
Dette financière nette	**2 570,7**	**2 311,6**

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section «Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

EBIT et EBITDAS (non audité)

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mise en équivalence. L'EBIT est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par le management pour apprécier la contribution des entités mises en équivalence aux résultats du Groupe.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	neuf mois clos le 30 septembre	
	2017	2016
EBITDAS	**77,5**	**217,1**
Amortissements et dépréciations	(139,7)	(199,3)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(212,5)	(205,1)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	19,6	34,2
Coût des paiements en actions	(0,4)	(0,5)
Résultat d'exploitation	**(255,5)**	**(153,6)**
Résultat des sociétés mises en équivalence	(11,2)	2,9
EBIT	**(266,7)**	**(150,7)**
Coût de l'endettement financier net	(164,2)	(129,8)
Autres produits (charges) financiers	3,2	(0,4)
Total impôts sur les bénéfices	(11,5)	(15,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé	**(439,2)**	**(296,8)**

L'EBIT était une perte de 267 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, soit une perte de 106 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation et une perte de 70 millions de dollars US hors segment Ressources Non-Opérées, contre une perte de 151 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016, soit une perte de 140 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et une perte de 73 millions de dollars US hors segment Ressources Non-Opérées.

L'EBITDAS était un profit de 78 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017 (8% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 238 millions de dollars US hors coûts de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation (26% du chiffre d'affaires consolidé) et de 250 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées. Pour la période comparable de 2016, l'EBITDAS était un profit de 217 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2016 (25% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 228

millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation (26% du chiffre d'affaires consolidé) et de 245 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	3 mois clos le 30 septembre	
	2017	**2016**
EBITDAS	**53,2**	**93,4**
Amortissements et dépréciations	(44,1)	(65,6)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(75,9)	(82,0)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	6,7	12,2
Coût des paiements en actions	(0,3)	(0,7)
Résultat d'exploitation	**(60,4)**	**(42,7)**
Résultat des sociétés mises en équivalence	(11,2)	3,0
EBIT	**(71,6)**	**(39,7)**
Coût de l'endettement financier net	(68,7)	(45,2)
Autres produits (charges) financiers	4,3	0,2
Total impôts sur les bénéfices	11,6	(3,2)
Résultat net de l'ensemble consolidé	**(124,4)**	**(87,9)**

L'EBIT était une perte de 72 millions de dollars US pour les trois mois clos le 30 septembre 2017, soit une perte de 35 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et une perte de 28 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées, contre une perte de 40 millions de dollars US pour les trois mois clos le 30 septembre 2016, soit une perte de 36 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et une perte de 19 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

L'EBITDAS était un profit de 53 millions de dollars US pour les trois mois clos le 30 septembre 2017 (17% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 90 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation (28% du chiffre d'affaires consolidé) et de 91 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées. Pour la période comparable de 2016, l'EBITDAS était un profit de 93 millions de dollars US pour les trois mois clos le 30 septembre 2016 (35% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 97 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation (37% du chiffre d'affaires consolidé) et de 100 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

Le tableau ci-après présente l'EBITDAS par secteur :

	9 mois clos le 30 septembre											
	2017						2016					
En millions de dollars US	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**
EBITDAS	**(21,0)**	**(172,3)**	**321,5**	**(22,5)**	**(28,2)**	**77,5**	**(2,7)**	**(28,1)**	**304,6**	**(11,7)**	**(45,0)**	**217,1**

	3 mois clos le 30 septembre											
	2017						2016					
En millions de dollars US	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**	**Acquisition de Données Contractuelles**	**Ressources Non Opérées**	**GGR**	**Equipement**	**Elimina-tions et Autres**	**Total Consolidé**
EBITDAS	**5,1**	**(37,9)**	**102,0**	**(8,3)**	**(7,7)**	**53,2**	**1,8**	**(6,2)**	**116,0**	**(1,2)**	**(17,0)**	**93,4**

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2017, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprend (161) millions de dollars US de dépenses de restructuration nets de plus-value de cessions d'actifs liés au Plan de Transformation. Pour la période 2016 comparable, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprenait (11) millions de dollars US de dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 30 septembre	
	2017	2016
EBITDAS	**77,5**	**217,1**
Autres produits (charges) financiers	3,2	(0,4)
Augmentation (diminution) des provisions	(18,7)	(119,7)
(Plus) ou moins-values de cessions d'actif	(28,0)	1,2
Dividendes reçus	2,0	13,0
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	52,7	(0,4)
Impôt décaissé	41,6	(12,9)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	(71,7)	325,1
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	4,2	29,7
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants	(28,6)	(24,8)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	2,8	(100,0)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants	43,9	(58,9)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	-	(9,0)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	**80,9**	**260,0**

Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 septembre 2017 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes financières	478,6	1 256,7	1 157,8	–	2 893,1
Autres obligations à long terme (intérêts)	124,3	237,1	92,1	–	453,5
Total Obligations liées à des dettes financières[(a)]	**602,9**	**1 493,8**	**1 249,9**	–	**3 346,6**
Obligations issues des crédits-baux (non actualisés)	8,1	15,4	13,5	–	37,0
Obligations issues des locations simples	120,6	166,4	134,1	255,1	676,2
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires [(a)]	68,3	106,9	91,5	205,3	472,0
- Autres obligations issues des locations simples	52,3	59,5	42,6	49,8	204,2
Total Obligations contractuelles [(b)]	**731,6**	**1 675,6**	**1 397,5**	**255,1**	**4 059,8**

Note : pour la compréhension du tableau ci-dessus, les différentes composantes de dettes financières sont présentées avec leurs échéances normales, quand bien même ces dettes - hormis les contrats de crédit-bail - sont intégralement présentées dans les éléments courants du fait de l'application d'IAS 1.

(a) Au 30 septembre 2017, le montant des engagements hors bilan correspondant aux chartes coques-nue s'élève à 472,0 millions de dollars US. Ce montant inclut 403,9 millions de dollars US liés aux bateaux opérés via GSS (voir note 2 « Evènements significatifs »), 15,4 millions de dollars US liés aux navires inclus dans le plan de réduction de la flotte et 52,7 millions de dollars US liés aux autres navires opérés par le Groupe.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 30 septembre 2017.

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.